

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
MISSION MINISTÉRIELLE  
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT  
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

CONSEIL ÉCONOMIQUE,  
SOCIAL ET  
ENVIRONNEMENTAL



### PROGRAMME 126

---

#### CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

<a href="#">Bilan stratégique du rapport annuel de performances</a>	5
<a href="#">Objectifs et indicateurs de performance</a>	8
<a href="#">Présentation des crédits</a>	13
<a href="#">Justification au premier euro</a>	18



## BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

### Patrick BERNASCONI

*Président du Conseil économique, social et environnemental*

Responsable du programme n° 126 : Conseil économique, social et environnemental

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) est une force de proposition sur les enjeux majeurs de la société française, dans le contexte d'une profonde mutation non seulement à l'échelle nationale mais aussi européenne et mondiale.

L'assemblée consultative s'est attachée, au cours de l'année 2019, à développer son activité consultative et à poursuivre une politique ambitieuse de communication utilisant les canaux d'une société ouverte au numérique et les événements organisés au sein du Palais d'Iéna pour mieux faire connaître ses travaux.

L'activité consultative a été aussi dense que l'année précédente puisqu'en 2019, auront été publiés 30 avis, études ou résolutions, dont 4 sur saisine gouvernementale, dont l'une à l'initiative du ministère de la justice, et une saisine parlementaire (Président de l'Assemblée nationale) ; depuis le début de la mandature actuelle (2015-2020), 26 saisines gouvernementales ont été adressées au Conseil par le Premier ministre. En 2019, 31 auditions par des commissions parlementaires de présidents de section et de délégation ainsi que de rapporteurs ont été organisées (22 à l'Assemblée Nationale, 9 au Sénat,) et 5 au Parlement européen.

Devant le Congrès réuni à Versailles le 3 juillet 2017, lors des vœux aux assemblées le 30 janvier 2018, puis au Conseil des ministres du 28 août 2019, le Chef de l'État a annoncé une large réforme de nos institutions et notamment du CESE. Il a renouvelé cet engagement le 10 janvier 2020 lorsqu'il est venu s'exprimer devant les citoyennes et les citoyens tirés au sort de la Convention citoyenne pour le climat affirmant que « la réforme que nous avons pensée et co-conçue, il est possible de la mettre en œuvre dans ce quinquennat ».

Selon le texte qui portera cette réforme, Constitution ou loi organique, qui en conditionne le champ, et en fonction des choix politiques qui seront faits lorsque le texte sera débattu devant les Chambres, le Conseil serait appelé à devenir le carrefour des consultations publiques et, sur son domaine de compétence, l'instance de consultation privilégiée de l'État. Il serait également systématiquement consulté sur tout projet de loi à caractère économique, social et environnemental. Le Conseil aurait également vocation à être le seul lieu public d'accueil de pétitions citoyennes dématérialisées dépassant le seuil de 500 000 signatures et à en assurer l'instruction ainsi que de celles émises via des sites d'opérateurs labellisés, en vue d'éventuelles auto-saisines susceptibles d'en découler.

Comme l'a dit le Chef de l'Etat, le Conseil conduira les conventions citoyennes en s'inspirant de celle sur le climat. Celle-ci, la première en France, fait l'objet d'une évaluation approfondie pour en améliorer les modalités d'organisation, de gouvernance et d'articulation avec les travaux de la société civile organisée, dans la perspective de la tenue des prochaines conventions sur des questions dont le Conseil s'autosaisirait ou dont il serait saisi par le gouvernement. Elle rassemble 150 citoyens tirés au sort qui participent à 6 sessions de trois jours organisées au CESE. Ces citoyennes et citoyens transmettront au Gouvernement des propositions destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre de notre pays d'au moins 40% par rapport à 1990 d'ici 2030 ; ces propositions seront transmises « sans filtre » au Parlement si elles doivent déboucher sur le vote d'une loi mais elles peuvent aussi donner lieu à un référendum.

Depuis le début de la mandature, la stratégie du Conseil a été d'expérimenter différentes modalités d'association de la participation citoyenne à ses propres travaux comme une veille active sur les pétitions citoyennes entraînant des auto saisines sur des sujets de société majeurs ou, à deux reprises, celle d'un groupe de citoyennes et de citoyens tirés au sort qui travaillent en lien avec une commission temporaire composée de membres du Conseil, comme par exemple le groupe qui a fonctionné en début d'année 2019 en appui de la saisine « fractures et transitions : réconcilier la France ». S'y ajoutent, le recours dans le cadre de l'instruction de certaines saisines à une plate-forme participative, outil qui permet de co-construire avec les internautes les propositions envisagées par les formations de travail dans le cadre de l'élaboration d'un avis du Conseil, comme par exemple celui de mars 2019 sur les jeunes et l'avenir du travail.

En ce qui concerne l'exécution budgétaire 2019, outre les économies réalisées sur les indemnités des membres en raison de l'application des règles du présentisme ainsi que celles réalisées sur la masse salariale des personnels du CESE du fait des remplacements frictionnels (très faibles puisque inférieures à 2% du montant de la dotation), la principale information est l'ouverture en loi de finances rectificative au mois de novembre des crédits destinés à financer la Convention citoyenne à hauteur de 4,2 M€.

Celle-ci, qui a commencé au mois de novembre, se prolonge jusqu'au mois de mars 2020 : la consommation de ces crédits est donc étalée sur les exercices 2019 et 2020 et ils ne sont donc pas tous consommés au 31 décembre 2020 ; à cette date les demandes de paiement se situent à hauteur de 1,9 M€ à comparer au budget initial de 4,4 M€ (crédits ouverts en LFI et dégel de la réserve de précaution).

En ce qui concerne la performance, on doit noter que les résultats 2019 sont pour certains fortement liés à l'organisation de la convention (dépenses par membre, coût carbone du CESE etc.).

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF 1

**Associer les principales organisations de la société civile à l'élaboration de la politique économique sociale et environnementale de la Nation**

- INDICATEUR 1.1 Production intellectuelle du CESE
- INDICATEUR 1.2 Activités partenariales
- INDICATEUR 1.3 Diffusion des avis du CESE et mention dans la presse de l'institution et de ses travaux

### OBJECTIF 2

**Assurer le bon fonctionnement de l'institution**

- INDICATEUR 2.1 Assiduité aux réunions
- INDICATEUR 2.2 Fonctionnement
- INDICATEUR 2.3 Gestion environnementale de l'institution



## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF 1

Associer les principales organisations de la société civile à l'élaboration de la politique économique sociale et environnementale de la Nation

## INDICATEUR 1.1 mission

## Production intellectuelle du CESE

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre d'avis produits	Nb	27	31	25	29	28	25
Etudes et communications	Nb	1	1	5	4	3	5

## Commentaires techniques

Le premier indicateur concerne les avis votés par l'assemblée quel que soit leur mode de saisine (Gouvernement, Parlement, citoyen ou saisine d'initiative). Peuvent s'y ajouter les résolutions, textes courts également votés par l'assemblée plénière ; par différence, le deuxième indicateur concerne les études et documents élaborés en formation de travail (sections, délégations), généralement présentés sans vote en assemblée plénière.

Source des données: CESE

## INDICATEUR 1.2

## Activités partenariales

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de colloques et événements institutionnels organisés par le CESE ou en partenariat	Nb	230	200	190	190	160	200
Nombre de personnes ayant participé à un de ces colloques et événements organisés au CESE	Nb	51 000	50 000	45 000	45 000	41 000	55 000

## Commentaires techniques

Source des données: CESE (pour le nombre d'événements sur la base de son propre suivi et pour le nombre de visiteurs effectifs sur la base des estimations fournies par les organisateurs des différents événements).

## INDICATEUR 1.3

## Diffusion des avis du CESE et mention dans la presse de l'institution et de ses travaux

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de visiteurs	Nb	380 950	400 000	410 000	410 000	47 5247	430 000
Retombées presse (articles mentionnant le CESE, son Président, ses membres, ses travaux à travers la presse écrite, web et audiovisuelle)	Nb	7240	7973	6100	8 000	5 616	6500

**Commentaires techniques**

Sources des données : Pour le nombre de retombées presse, le prestataire qui effectue la revue de presse pour le compte du CESE. Pour le nombre de visiteurs du site internet il s'agit de « Google Analytics »

**ANALYSE DES RÉSULTATS****Indicateur 1.1**

La production intellectuelle de l'année 2019 (31 travaux) est restée à un niveau sensiblement comparable à celui des années précédentes (32 en 2018 et 28 en 2017) et en ligne avec l'objectif (prévision PAP 2019 : 30 travaux). Au total, la production a été sensiblement plus élevée que celle de la mandature précédente à la même période : 94 travaux (dont 78 ayant donné lieu à un vote de l'assemblée plénière) avaient été réalisés à la fin de l'année 2014 contre 107 travaux (dont 100 ayant donné lieu à un vote de l'assemblée plénière) à la fin de l'année 2019.

**Indicateur 1.2**

La légère diminution du nombre de colloques et d'événements est due au fait que des travaux pour l'accessibilité du bâtiment (prévus du printemps à l'automne 2019) ont limité les possibilités de planification d'événements, effectuée toujours très en amont, jusqu'en novembre de l'année précédente. Le planning disponible pour les événements a en outre été un peu réduit compte tenu de l'accueil de la Convention citoyenne pour le climat. Par ailleurs, la légère baisse observée du nombre de visiteurs est en lien direct avec la diminution du nombre d'événements.

**Indicateur 1.3**

Année après année, le site internet du CESE poursuit sa progression en termes d'audience, avec cette année des chiffres bien plus élevés que dans les prévisions. Le discours d'Emmanuel Macron d'avril 2019 et la Convention citoyenne pour le climat ont suscité un effet de curiosité et par extension, des visites sur le site ; toutefois les discussions parlementaires de 2018 sur la réforme institutionnelle avaient conduit à un retentissement médiatique très important qui ne s'est pas reproduit en 2019.

**OBJECTIF 2**

Assurer le bon fonctionnement de l'institution

**INDICATEUR 2.1**

Assiduité aux réunions

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Taux de présence en plénières	%	72	71	70	70	71	70
Taux de présence en sections	%	74	75	75	75	70	75

**Commentaires techniques**

Mode de calcul : Les taux de présence en section sont calculés depuis le début de la mandature sur plusieurs sections : certains conseillers choisissent d'être membres de deux sections ; leur présence est décomptée sur une seule section car la simultanéité des réunions peut expliquer leur absence à la deuxième section d'où une surestimation des absences les années précédentes.

Source des données : CESE



**INDICATEUR 2.2****Fonctionnement**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Evolution des dépenses de fonctionnement stricto sensu par membre	€	20 800	20600	20000	20 000	28 567	18000
Pourcentage des recettes de valorisation du Palais d'Iena par rapport au budget du CESE	%	4.8	4,8	5	5	5,4	5

**Commentaires techniques**

Les dépenses de fonctionnement stricto sensu correspondent aux crédits du titre 3. Le deuxième sous-indicateur vise à mesurer l'apport des recettes de valorisation par rapport au budget du Conseil.

Sources des données : CESE

**INDICATEUR 2.3****Gestion environnementale de l'institution**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Bilan carbone des déplacements des membres du CESE	Tonne de CO2	1200	1150	1150	1 150	1 335	1140
Consommation annuelle de gaz	mètre cube	140 000	130000	123000	123 000	140 000	123000
Consommation électrique	kWh	1 740 000	1750000	1700000	1 700 000	1 724 568	1700000
Consommation d'eau	mètre cube	4600	4250	4250	4 250	4 683	4250

**Commentaires techniques**

Bilan carbone des déplacements des conseillers : 95% des données sont fournies de façon contractuelle par le prestataire chargé de l'implant-voyages, le solde marginal est calculé par le CESE (carnet de bord des voitures).

Sources de données : prestataire et CESE

**ANALYSE DES RÉSULTATS****Indicateur 2.1**

Le taux de présence en sections, en baisse en 2019 (70% contre 75% en 2018), a été impacté par les mouvements sociaux et grèves des transports de la fin d'année 2019.

**Indicateur 2.2**

La hausse de la part des dépenses de fonctionnement par membres est directement corrélée à celle des dépenses de fonctionnement du CESE en 2019 et notamment l'intégration des nouvelles dépenses de fonctionnement liées à la Convention citoyenne pour le climat.

**Indicateur 2.3**

Au bilan carbone des déplacements des membres s'ajoute cette année le bilan carbone des déplacements relatifs à la Convention citoyenne pour le climat qui s'élève à 53 tonnes de CO2 ; par ailleurs cet indicateur est très sensible au nombre de déplacements des membres des DOM-COM dont la présence s'est accrue en 2019.

La consommation d'électricité a baissé légèrement en 2019, en raison de nombreux remplacements d'éclairages classiques par des ampoules de nouvelle technologie moins énergivores et ce malgré des températures élevées pendant l'été 2019. La consommation d'eau est en hausse du fait notamment (comme pour le gaz) de l'évolution de la

fréquentation du Palais, notamment pendant les week-ends (Convention citoyenne pour le climat) ce qui est une nouveauté pour le CESE et qui rend d'autant plus nécessaire la continuité du plan de maîtrise engagé depuis le début de la mandature. Ce plan comprend notamment, outre le changement des ampoules, la mise en place de robinets automatiques par détecteur dans les sanitaires, la réflexion sur l'installation de filtres anti-UV et la modification du mode d'éclairage de l'hémicycle, très consommatrice d'énergie dans sa configuration actuelle.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS

## 2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2019</i> <i>Consommation 2019</i>				
01 – Représentation des activités économiques et sociales	25 402 690	1 699 164	<b>27 101 854</b>	27 101 854
02 – Fonctionnement de l'institution	8 781 187	2 899 480 7 449 294	<b>11 680 667</b> <b>7 449 294</b>	13 680 667
03 – Communication et international	749 442 39 371 501	707 000	<b>1 456 442</b> <b>39 371 501</b>	1 456 442
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>34 933 319</b>	<b>5 305 644</b>	<b>40 238 963</b>	<b>42 238 963</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+238 183	+2 143 650	+2 381 833	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+4 200 000		+4 200 000	
Total des AE ouvertes	39 371 502	7 449 294	46 820 796	
<b>Total des AE consommées</b>	<b>39 371 501</b>	<b>7 449 294</b>	<b>46 820 795</b>	

## 2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2019</i> <i>Consommation 2019</i>				
01 – Représentation des activités économiques et sociales	25 402 690	1 699 164	<b>27 101 854</b>	27 101 854
02 – Fonctionnement de l'institution	8 781 187	2 899 480 7 449 294	<b>11 680 667</b> <b>7 449 294</b>	13 680 667
03 – Communication et international	749 442 39 371 501	707 000	<b>1 456 442</b> <b>39 371 501</b>	1 456 442
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>34 933 319</b>	<b>5 305 644</b>	<b>40 238 963</b>	<b>42 238 963</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+238 183	+2 143 650	+2 381 833	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+4 200 000		+4 200 000	
Total des CP ouverts	39 371 502	7 449 294	46 820 796	
<b>Total des CP consommés</b>	<b>39 371 501</b>	<b>7 449 294</b>	<b>46 820 795</b>	

## 2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01 – Représentation des activités économiques et sociales	25 046 884	1 699 164	26 746 048	26 746 048
02 – Fonctionnement de l'institution	8 751 459	2 893 836 6 183 946	11 645 295	13 745 295 6 183 946
03 – Communication et international	949 165 36 272 513	707 000	1 656 165	1 656 165 36 272 513
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>34 747 508</b>	<b>5 300 000</b>	<b>40 047 508</b>	<b>42 147 508</b>
<b>Total des AE consommées</b>	<b>36 272 513</b>	<b>6 183 946</b>		<b>42 456 459</b>

## 2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01 – Représentation des activités économiques et sociales	25 046 884	1 699 164	26 746 048	26 746 048
02 – Fonctionnement de l'institution	8 751 459	2 893 836 6 183 946	11 645 295	13 745 295 6 183 946
03 – Communication et international	949 165 36 272 513	707 000	1 656 165	1 656 165 36 272 513
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>34 747 508</b>	<b>5 300 000</b>	<b>40 047 508</b>	<b>42 147 508</b>
<b>Total des CP consommés</b>	<b>36 272 513</b>	<b>6 183 946</b>		<b>42 456 459</b>

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019
<b>Titre 2 – Dépenses de personnel</b>	<b>36 272 513</b>	<b>34 933 319</b>	<b>39 371 501</b>	<b>36 272 513</b>	<b>34 933 319</b>	<b>39 371 501</b>
Rémunérations d'activité	36 272 513	22 246 950	39 371 501	36 272 513	22 246 950	39 371 501
Cotisations et contributions sociales		12 472 069			12 472 069	
Prestations sociales et allocations diverses		214 300			214 300	
<b>Titre 3 – Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6 183 946</b>	<b>5 305 644</b>	<b>7 449 294</b>	<b>6 183 946</b>	<b>5 305 644</b>	<b>7 449 294</b>

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019	Consommées* en 2018	Ouverts en LFI pour 2019	Consommés* en 2019
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6 183 946	5 305 644	7 449 294	6 183 946	5 305 644	7 449 294
<b>Total hors FdC et AdP</b>		<b>40 238 963</b>			<b>40 238 963</b>	
Ouvertures et annulations* en titre 2		+4 438 183			+4 438 183	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+2 143 650			+2 143 650	
<b>Total*</b>	<b>42 456 459</b>	<b>46 820 796</b>	<b>46 820 795</b>	<b>42 456 459</b>	<b>46 820 796</b>	<b>46 820 795</b>

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2018	Prévues en LFI pour 2019	Ouvertes en 2019	Ouverts en 2018	Prévus en LFI pour 2019	Ouverts en 2019
Dépenses de personnel	1 698 742	200 000	238 183	1 698 742	200 000	238 183
Autres natures de dépenses	883 946	1 800 000	2 143 650	883 946	1 800 000	2 143 650
<b>Total</b>	<b>2 582 688</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 381 833</b>	<b>2 582 688</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 381 833</b>

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT D'ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
05/2019	191 571	1 724 139	191 571	1 724 139				
10/2019	46 612	419 511	46 612	419 511				
<b>Total</b>	<b>238 183</b>	<b>2 143 650</b>	<b>238 183</b>	<b>2 143 650</b>				

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/12/2019	4 200 000		4 200 000					
<b>Total</b>	<b>4 200 000</b>		<b>4 200 000</b>					

## ■ TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
<b>Total général</b>	<b>4 438 183</b>	<b>2 143 650</b>	<b>4 438 183</b>	<b>2 143 650</b>				





## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
01 – Représentation des activités économiques et sociales	25 402 690	1 699 164	27 101 854	25 402 690	1 699 164	27 101 854
02 – Fonctionnement de l'institution	8 781 187	2 899 480 7 449 294	13 680 667 7 449 294	8 781 187	2 899 480 7 449 294	13 680 667 7 449 294
03 – Communication et international	749 442 39 371 501	707 000	1 456 442 39 371 501	749 442 39 371 501	707 000	1 456 442 39 371 501
<b>Total des crédits prévus en LFI *</b>	<b>34 933 319</b>	<b>5 305 644</b>	<b>40 238 963</b>	<b>34 933 319</b>	<b>5 305 644</b>	<b>40 238 963</b>
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP	+4 438 183	+2 143 650	+6 581 833	+4 438 183	+2 143 650	+6 581 833
Total des crédits ouverts	39 371 502	7 449 294	46 820 796	39 371 502	7 449 294	46 820 796
<b>Total des crédits consommés</b>	<b>39 371 501</b>	<b>7 449 294</b>	<b>46 820 795</b>	<b>39 371 501</b>	<b>7 449 294</b>	<b>46 820 795</b>
Crédits ouverts - crédits consommés	+1	0	+1	+1	0	+1

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Les crédits alloués au programme 126 permettent l'exercice par le CESE des missions consultatives qui lui sont confiées par les articles 69 à 71 de la Constitution et par l'ordonnance du 19 décembre 1958.

La loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 a élargi à l'environnement le champ de compétence de l'institution. La loi organique du 28 juin 2010 a, en outre, modifié les missions et attributions de l'assemblée ainsi que sa constitution, son organisation et son fonctionnement.

#### Les modalités de gestion

Le programme ne comprend qu'un seul budget opérationnel de programme, piloté par le Président du CESE, agissant par délégation du Bureau, et sous le contrôle des deux questeurs. Par application des articles 4 et 12 du décret n° 2017-934 du 10 mai 2017 relatif au régime administratif et financier du Conseil économique, social et environnemental, pris en application de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958, la comptabilité du CESE comprend trois sections prévoyant et autorisant les dépenses et les recettes relatives :

- 1° Au fonctionnement et à l'investissement du Conseil économique, social et environnemental ;
- 2° A la caisse de retraite des anciens membres du conseil instituée en application de la loi du 6 janvier 1950 ;
- 3° Au fonds de réserve de la caisse de retraite.

Les opérations d'investissement - pour l'essentiel financées grâce aux recettes de valorisation - sont désormais définies et gérées dans un cadre pluriannuel. Le plan comptable du CESE est appelé à évoluer par l'adoption de procédures garantissant l'intégration des opérations de dépenses et de recettes dans la comptabilité de l'État ; à cette fin, le décret du 10 mai 2017 précité a renouvelé le régime administratif et financier du CESE en mettant celui-ci en cohérence avec la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances (LOLF) et le

décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Certaines spécificités de l'institution ont toutefois été préservées, en particulier le rôle des questeurs dans l'exécution budgétaire ainsi que celui du trésorier.

Il découle de ces spécificités que le CESE ne dispose pas de Chorus, et qu'ainsi la ventilation des crédits par action présentée dans les tableaux *supra* (issue du système d'information financier de l'État) ne correspond pas à la réalité.

La **ventilation effective des crédits consommés en 2019** est la suivante (en AE=CP) :

- pour l'action n°01 « Représentation des activités économiques et sociales » : 24 278 074€ de titre 2 et 2 908 023 € de titre 3, pour un total de 27 186 097 € ;
- pour l'action n°02 « Fonctionnement de l'institution » : 9 019 370 € de titre 2, 5 043 130 € de titre 3, 379 927€ de titre 5 pour un total de 14 442 427€
- pour l'action n°03 « Communication et international » : 749 442 € de titre 2 et 707 000 € de titre 3, pour un total de 1 456 442 €.

Soit une consommation totale de 43 084 996€ dont 34 046 886€ en titre 2, 8 658 153€ en titre 3 et 379 927€ en titre 5.

La sous-consommation par rapport aux crédits accordés par l'Etat correspond d'une part aux économies réalisées sur les indemnités des membres au titre de l'application des règles du présentisme et sur la masse salariale des personnels du CESE du fait des remplacements frictionnels, et d'autre part à la consommation partielle des crédits de la Convention citoyenne pour le climat dont les crédits ont été totalement accordés en 2019 alors que leur consommation s'étale sur les exercices 2019 et 2020.

En ce qui concerne ce dernier point, les crédits accordés à hauteur de 4,4 M€ ont été consommés à un peu moins de 50% sur l'exercice 2019 (1 964 063€ au 31 décembre 2019).

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	34 933 319	5 300 000	40 233 319	34 933 319	5 300 000	40 233 319
Amendements	0	+5 644	+5 644	0	+5 644	+5 644
<b>LFI</b>	<b>34 933 319</b>	<b>5 305 644</b>	<b>40 238 963</b>	<b>34 933 319</b>	<b>5 305 644</b>	<b>40 238 963</b>

Le passage du PLF à la LFI s'explique par la hausse des crédits de fonctionnement ( en AE et CP) de 5 644 € suite à l'amendement parlementaire tirant les conséquences du rendez-vous salarial de la fonction publique.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

En loi de finances rectificative a été prévu le financement de la convention citoyenne pour le climat à hauteur de 4 200 000 €.

## ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les attributions de produits correspondent à l'organisation au CESE de colloques ou d'événements culturels et médiatiques qui permettent à la fois de faire connaître l'institution mais aussi de contribuer financièrement à son fonctionnement et à ses investissements. Plus de 130 événements ont été organisés en 2019, dont plus de 130 colloques dans l'hémicycle.

Les recettes de valorisation ou de remboursement de frais techniques se sont élevées à 2,4 M€ pour 2019, dont 54% provient d'un contrat pluriannuel signé avec un partenaire.

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	174 666	159 169	333 835	174 666	159 169	333 835
Surgels	0	0	0	0	0	0
Dégels	0	0	0	0	0	0
<b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b>	<b>174 666</b>	<b>159 169</b>	<b>333 835</b>	<b>174 666</b>	<b>159 169</b>	<b>333 835</b>

La réserve de précaution a été dégelée en deux temps :  
159 169 € le 25 novembre 2019 pour la partie HT2,  
174 666 € le 2 décembre 2019 pour la partie T2.

La somme de 159 169€ a été affectée au financement de la Convention citoyenne pour le climat, le reste au T2 du CESE.

## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

### EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2018 (1)	Réalisation 2018 (2)	LFI + LFR 2019 (3)	Transferts de gestion 2019 (4)	Réalisation 2019 (5)	Écart à LFI + LFR 2019 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4))
1134 – Catégorie A +	0	18	18	0	18	0
1135 – Catégorie A	0	23	21	0	22	+1
1136 – Catégorie B	0	17	22	0	17	-5
1137 – Catégorie C	0	61	66	0	62	-4
1138 – Contractuels	0	27	23	0	29	+6
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>146</b>	<b>150</b>	<b>0</b>	<b>149</b>	<b>-1</b>

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI (6)	Mesures de transfert en LFI (7)	Corrections techniques (8)	Impact des schémas d'emplois pour 2019 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en années pleines des schémas d'emplois 2018 sur 2019	dont impact du schéma d'emplois 2019 sur 2019
1134 – Catégorie A +	0	0	-1	+1	+1	0

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI (6)	Mesures de transfert en LFI (7)	Corrections techniques (8)	Impact des schémas d'emplois pour 2019 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en années pleines des schémas d'emplois 2018 sur 2019	dont impact du schéma d'emplois 2019 sur 2019
1135 – Catégorie A	0	0	-1	0	0	0
1136 – Catégorie B	0	0	+2	-2	+1	-3
1137 – Catégorie C	0	0	+5	-4	-3	-1
1138 – Contractuels	0	0	-4	+7	0	+7
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>+2</b>	<b>-1</b>	<b>+3</b>

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées	dont primo recrutements	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois Réalisation	Schéma d'emplois Prévision PAP
1134 – Catégorie A +	2	1	5,00	3	0	7,00	+1	0
1135 – Catégorie A	2	0	5,00	3	0	7,00	+1	0
1136 – Catégorie B	5	3	1,00	4	0	6,00	-1	0
1137 – Catégorie C	1	1	4,00	0	0	0,00	-1	0
1138 – Contractuels	11	0	7,00	24	0	7,00	+13	0
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>5</b>		<b>34</b>	<b>0</b>		<b>+13</b>	<b>0</b>

L'évolution par catégorie d'emploi est fortement liée en 2020 à l'organisation de la Convention citoyenne pour le climat qui a entraîné le recrutement de personnels contractuels (accueil des citoyens, réseaux sociaux, infographiste, collaborateurs des co-présidents etc.).

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	Prévision LFI ETPT	Réalisation ETPT	ETP au 31/12/2019
Administration centrale	150	149	160
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>149</b>	<b>160</b>

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI ETPT	Réalisation ETPT
01 – Représentation des activités économiques et sociales	57	52
02 – Fonctionnement de l'institution	81	88
03 – Communication et international	12	9

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>149</b>
Transferts en gestion		0

## RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2018-2019 : 2

Pour l'année scolaire 2018/2019, deux apprentis étaient présents au CESE:

- un à la Direction des Ressources Humaines ;
- un à la Direction du Patrimoine Immobilier et de la Logistique, au service archives.

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

	Sous plafond d'emplois		Hors plafond d'emplois	
	Intégralement gérés	Partiellement gérés	Intégralement gérés	Partiellement gérés
	146	38	3	8
	74,87%	19,49%	1,54%	4,10%
			Effectif intégralement gérés (inclus dans le plafond d'emplois)	
			146	
<b>Effectifs gérant en ETP</b>		<b>5,12</b>	<b>3,51%</b>	
administrant et gérant		2,94	2,01%	
organisant la formation		0,53	0,36%	
consacrés aux conditions de travail		0,45	0,31%	
consacrés au pilotage et à la politique des compétences		1,20	0,82%	

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	Exécution 2018	Prévision LFI 2019	Exécution 2019
<b>Rémunération d'activité</b>	<b>36 272 513</b>	<b>22 246 950</b>	<b>39 371 501</b>
<b>Cotisations et contributions sociales</b>		<b>12 472 069</b>	
Contributions d'équilibre au CAS Pensions :		2 921 096	
- Civils (y.c. ATI)		2 921 096	
- Militaires			
- Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)			

Catégorie	Exécution 2018	Prévision LFI 2019	Exécution 2019
– Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)			
Cotisation employeur au FSPOEIE			
Autres cotisations		9 550 973	
<b>Prestations sociales et allocations diverses</b>		<b>214 300</b>	
<b>Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)</b>	<b>36 272 513</b>	<b>34 933 319</b>	<b>39 371 501</b>
<b>Total titre 2 (hors CAS Pensions)</b>	<b>36 272 513</b>	<b>32 012 223</b>	<b>39 371 501</b>
FdC et AdP prévus en titre 2		200 000	

Parmi les dépenses de prestations sociales, les allocations d'aide au retour à l'emploi ont représenté un montant de 132 439 € au bénéfice de six agents.

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
<b>Socle d'exécution 2018 retraitée</b>	<b>36,26</b>
Exécution 2018 hors CAS Pensions	36,27
Impact des mesures de transfert et de périmètre 2019/ 2018	
Débasage de dépenses au profil atypique :	-0,01
– GIPA	
– Indemnisation des jours de CET	-0,02
– Mesures de restructuration	
– Autres dépenses de masse salariale	0,01
<b>Impact du schéma d'emplois</b>	
EAP schéma d'emplois 2018	
Schéma d'emplois 2019	
<b>Mesures catégorielles</b>	<b>0,02</b>
<b>Mesures générales</b>	
Rebasage de la GIPA	
Variation du point de la fonction publique	
Mesures bas salaires	
<b>GVT solde</b>	<b>0,13</b>
GVT positif	0,11
GVT négatif	0,02
<b>Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA</b>	<b>0,03</b>
Indemnisation des jours de CET	0,03
Mesures de restructurations	
Autres rebasages	
<b>Autres variations des dépenses de personnel</b>	<b>2,93</b>
Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	
Autres variations	2,93
<b>Total</b>	<b>39,37</b>

La ligne Autres de la rubrique «Autres variations des dépenses de personnel» correspond à la constatation des divers mouvements effectués dans le cadre de la Caisse de retraite des anciens membres (liquidation de nouvelles retraites ou suppression de celles-ci en cas de décès) et pour 2019 à la rémunération des citoyens dans le cadre de la convention citoyenne pour le climat (204 950€).

**Le montant des crédits mis à disposition du CESE en 2019 est de 39 371 501 euros.**

Les consommations réalisées ont été les suivantes :

- 8 163 288€ au titre de la Caisse de retraites des anciens membres;
- 11 749 734€ pour les indemnités des membres et des personnalités associées;
- 14 133 834€ au titre des rémunérations des agents du CESE dont 2 773 484€ pour le CAS pensions.

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emplois	Coût moyen chargé HCAS			dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie
1134 – Catégorie A +	101 026	122 497	135 096	91 931	111 841	122 926
1135 – Catégorie A	64 331	83 292	84 585	58 462	75 907	76 853
1136 – Catégorie B	45 099	57 311	59 800	41 016	52 444	54 442
1137 – Catégorie C	43 123	51 378	511 570	39 170	46 911	46 536
1138 – Contractuels	44 491	69 845	41 360	34 088	53 032	30 263

## MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2019	Coût	Coût en année pleine
Mesures statutaires						17 785	17 785
Mesures PPCR 2019	70	A B C	Administrateur, Administrateur Adjoint, Adjoint	01-2019	12	17 785	17 785
<b>Total</b>						<b>17 785</b>	<b>17 785</b>

La sous consommation des crédits dédiés aux mesures catégorielles (42 000 € en LFI) a deux explications :

- l'incertitude du calendrier de mise en œuvre des mesures lors de la prévision ;
- une variation des effectifs concernés (à la baisse).

## ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration	150	183 500		<b>183 500</b>
Famille, vacances	14	2 850		<b>2 850</b>
Autres	62	20 900		<b>20 900</b>
<b>Total</b>		<b>207 250</b>		<b>207 250</b>

La ligne «Autres» comprend les dépenses d'action sociale spécifique au CESE dans le cadre de l'accompagnement de ses personnels ou de leurs enfants pour leur scolarité.

## COÛTS SYNTHÉTIQUES

## INDICATEURS IMMOBILIERS

Nature	Repère	Libellé	Unité	Administration centrale	
Surface	1	SHON du parc	m <sup>2</sup>	17 488	
	2	SUB du parc	m <sup>2</sup>	12 982	
	3	SUN du parc	m <sup>2</sup>	3 435	
	4	SUB du parc domanial	m <sup>2</sup>		
	5	Ratio SUB/SHON	%	74	
Occupation	6	Effectif ETPT	nb	149	
	7	Ration SUN / Poste de travail	m <sup>2</sup> /PT	23	
	8	Coût de l'entretien courant	€	400 856	
	9	Ratio entretien courant / SUB	€/m <sup>2</sup>	31	
Entretien lourd	10	Coût de l'entretien lourd* (parc domanial et quasi-propriété)	€	AE	140 536
				CP	140 536
	11	Coût de l'entretien lourd* / SUB (parc domanial et quasi-propriété)	€/m <sup>2</sup>	AE	11
				CP	11



DÉPENSES PLURIANNUELLES

---

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2019	CP 2019
AE ouvertes en 2019 * (E1) <b>7 449 294</b>	CP ouverts en 2019 * (P1) <b>7 449 294</b>
AE engagées en 2019 (E2) <b>7 449 294</b>	CP consommés en 2019 (P2) <b>7 449 294</b>
AE affectées non engagées au 31/12/2019 (E3) <b>0</b>	dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 - P4) <b>0</b>
AE non affectées non engagées au 31/12/2019 (E4 = E1 - E2 - E3) <b>0</b>	dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) <b>7 449 294</b>

### RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut (R1) <b>0</b>					
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018 (R2) <b>0</b>					
<b>Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net (R3 = R1 + R2) <b>0</b></b>	–	CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 - P4) <b>0</b>	=	Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R4 = R3 - P3) <b>0</b>	
AE engagées en 2019 (E2) <b>7 449 294</b>	–	CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) <b>7 449 294</b>	=	Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R5 = E2 - P4) <b>0</b>	
				<b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R6 = R4 + R5) <b>0</b></b>	
					Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019 (P5) <b>0</b>
					Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019 (P6 = R6 - P5) <b>0</b>

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

NB : le CESE ne disposant pas de Chorus, les chiffres indiqués dans cet échéancier ne reflètent pas la réalité du caractère pluriannuel de la dépense.

JUSTIFICATION PAR ACTION

---

**Action 01****Représentation des activités économiques et sociales**

(y.c. FdC et AdP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement	25 402 690	1 699 164	<b>27 101 854</b>			
Crédits de paiement	25 402 690	1 699 164	<b>27 101 854</b>			

Le CESE peut être saisi par le Gouvernement et le Parlement de toute question à caractère économique, social et environnemental ; il donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret, ainsi que sur les propositions de loi qui lui sont soumises.

Le Gouvernement doit en outre consulter le CESE sur les projets de loi de programmation à caractère économique, social et environnemental et peut le consulter sur ceux définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Le CESE peut également être saisi par voie de pétition citoyenne.

Depuis le début de la mandature en cours, le CESE a adopté 25 avis sur saisine gouvernementale et 2 sur saisine parlementaire sur un total de 89 avis, soit 30% des saisines.

En 2019 sur saisine d'initiative (auto-saisine), il a émis 23 avis et résolutions (dont 20 avis et 3 résolutions).

Le Président de la République a confié en avril 2019 au CESE la mise en place et le suivi de la première convention citoyenne, sur le thème du climat.

A ce titre, le CESE a reçu 4 200 000€ imputé sur l'action 1.

Les spécificités du CESE font que lors des retraits dans Chorus, les ventilations de crédits par action présentées dans les tableaux ne correspondent pas à la réalité.

Pour l'action 1 : En AE et CP:

Titre II : 24 278 074€

Titre III : 2 908 023€

pour un total de 27 186 097€.

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	25 402 690		25 402 690	
Rémunérations d'activité	15 652 966		15 652 966	
Cotisations et contributions sociales	9 674 858		9 674 858	
Prestations sociales et allocations diverses	74 866		74 866	
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	1 699 164		1 699 164	
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 699 164		1 699 164	
<b>Total</b>	<b>27 101 854</b>		<b>27 101 854</b>	

S'agissant des dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel, les consommations correspondent principalement à deux catégories : d'une part les déplacements des membres (80% des dépenses), d'autre part les coûts de confection et de valorisation des travaux consultatifs (20% des dépenses). Les deux types de dépenses sont stables depuis le début de la mandature.

La particularité de l'année 2019 est le suivi de la Convention citoyenne pour le climat (4 200 000€ dont la consommation est effectuée en 2019 et en 2020) qui est tracé en action 1.

## Action 02

### Fonctionnement de l'institution

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	8 981 187	4 699 480	<b>13 680 667</b>		7 449 294	<b>7 449 294</b>
Crédits de paiement	8 981 187	4 699 480	<b>13 680 667</b>		7 449 294	<b>7 449 294</b>

L'action n°2 comprend principalement les coûts logistiques de fonctionnement du Palais d'Iena (plus de 80% des dépenses).

Le reste correspond au fonctionnement de l'institution et à la valorisation des locaux.

Pour les mêmes raisons qu'évoqué dans l'action n°1 la ventilation de l'action n°2 n'est pas reprise correctement dans Chorus.

Elle est la suivante en réalisation :

Titre II : 9 019 370€

Titre III : 5 043 130€

Titre V : 379 927€

pour un total de 14 442 427€.

L'augmentation de la partie T III correspond à la fin du financement du projet "base de données des préconisations" et à une augmentation du coût de l'entretien du bâtiment.

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	8 981 187		8 981 187	
Rémunérations d'activité	6 275 465		6 275 465	
Cotisations et contributions sociales	2 577 252		2 577 252	
Prestations sociales et allocations diverses	128 470		128 470	
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	3 299 480	7 449 294	3 299 480	7 449 294
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 299 480	7 449 294	3 299 480	7 449 294

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 5 : Dépenses d'investissement	1 400 000		1 400 000	
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	1 400 000		1 400 000	
<b>Total</b>	<b>13 680 667</b>	<b>7 449 294</b>	<b>13 680 667</b>	<b>7 449 294</b>

**Action 03****Communication et international**

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	749 442	707 000	<b>1 456 442</b>	39 371 501		<b>39 371 501</b>
Crédits de paiement	749 442	707 000	<b>1 456 442</b>	39 371 501		<b>39 371 501</b>

Les dépenses de communication sont prépondérantes dans cette action (90%).

A noter toutefois l'augmentation des coûts des relations internationales en raison d'une volonté de développer les relations avec l'Europe et la francophonie.

Les dépenses sont de 749 442 € de titre 2 et 707 000 € de titre 3, pour un total de 1 456 442 €, égales au prévision au regard de la reconduction des contrats ou projets existants.

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	749 442	39 371 501	749 442	39 371 501
Rémunérations d'activité	518 519	39 371 501	518 519	39 371 501
Cotisations et contributions sociales	219 959		219 959	
Prestations sociales et allocations diverses	10 964		10 964	
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	707 000		707 000	
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	707 000		707 000	
<b>Total</b>	<b>1 456 442</b>	<b>39 371 501</b>	<b>1 456 442</b>	<b>39 371 501</b>